

*Le budget—M. Valcourt*

ment qui hypothèque l'avenir de mes enfants et de mes petits-enfants, ce que nous faisons actuellement.

Les députés de l'opposition, mes bons amis les libéraux et les socialistes, seraient bien avisés d'aller s'entretenir avec ceux qu'ils disent représenter. Ils n'ont pas un droit exclusif au titre de défenseurs des Canadiens ordinaires qu'ils revendiquent. Nous savons comment ils les ont défendus par le passé.

Notre parti a été élu par des Canadiens ordinaires. Je suis allé dans ma circonscription en fin de semaine et j'ai parlé à un grand nombre de gens ordinaires du nord-ouest du Nouveau-Brunswick, de Madawaska et du comté de Victoria. Je n'ai rencontré personne qui trouve à redire à la proposition qui est faite dans le budget de faire remettre, par l'impôt, à ceux qui gagnent plus de 70 000\$ par année, une partie des sommes qu'ils reçoivent sous forme d'allocations familiales et de pensions de vieillesse.

Je n'ai rencontré personne, dans les rues d'Edmundston, de Saint-Basile, de Grand Falls ou de Perth qui soit contre l'idée que ce grand homme de chez nous, au Nouveau-Brunswick, M. K.C. Irving, rende la pension de vieillesse qu'il reçoit chaque mois. K.C. n'en aurait pas besoin pour déjeuner. Je ne comprends pas, compte tenu de l'énorme dette qui accable les Canadiens, pourquoi les gens de l'autre côté de la Chambre n'applaudissent pas à la mesure présentée dans le budget par le ministre des Finances. Si on ne la met pas en oeuvre, il faudra faire autre chose. On ne peut prétendre diminuer les dépenses, et réduire le déficit annuel en continuant de jeter l'argent par les fenêtres. C'est impossible.

• (1520)

Les députés d'en face font état de dépenses bizarres dont le gouvernement n'est même pas au courant. Je reconnais qu'il y a parfois des dépenses idiotes. Toutefois, dans l'ensemble et compte tenu des transferts du gouvernement fédéral en faveur des contribuables, ils pourraient croire qu'ils peuvent tromper les Canadiens. Ils ont peut-être réussi à leur faire croire pendant un certain temps que l'argent venait d'Ottawa. Ottawa ne donne rien aux Canadiens, il ne fait que puiser dans les poches des Canadiens et redistribuer l'argent aux mêmes contribuables. Ottawa ne fait pas de cadeau, de là le budget que nous avons présenté. Tout se paie. Nous ne pouvons continuer à dépenser comme par le passé sans maîtriser la situation.

[Français]

Monsieur le Président, j'ai entendu plusieurs accusations venant de l'autre côté de la Chambre et, pour ma part, je vous dirai que ce que le ministre des Finances a proposé dans son Budget, c'est une prise en main ferme, une prise en main réaliste et responsable de nos finances publiques, dans le même esprit de ce qui a été fait par ce gouvernement depuis 1984. Les libéraux d'en face et les socialistes, eux, essaient de faire croire aux Canadiens qu'on vient de découvrir le problème de la dette publique, que c'est la première fois que ce gouvernement en parle, et qu'on a caché cela aux électeurs durant la dernière campagne électorale. Monsieur le Président, cela prend quand même un certain culot pour dire des choses pareilles!

Durant la campagne électorale, pour quiconque veut regarder le «record», le premier ministre, à plusieurs occasions, a parlé, le matin même du déclenchement des élections, de la continuité, du besoin d'assainir nos dépenses publiques, de continuer de gérer les dépenses publiques de façon responsable. Le ministre des Finances en a parlé. Même pis que cela, le président du Comité des finances, durant la campagne électorale, en parlant du projet de taxe de vente, de la taxe nationale, avait dit que quelque 18 ou 14 milliards de plus seraient cherchés. . . Blenkarn, le fameux président. . . et à ce moment-là, monsieur le Président, avec une pareille bombe, imaginez, le même bonhomme qui criait à grands cris que le ministre allait piger dans les poches. . . Cela a duré trois heures durant la campagne électorale. Parce que, durant la campagne électorale, les socialistes en cravates et les libéraux essayaient, ils étaient dans leur campagne pour essayer de faire peur au monde. C'était le terrorisme intellectuel à la grandeur du pays à propos de l'Accord de libre-échange. Quand même que tu aurais voulu parler du déficit, ils ne t'auraient jamais laissé faire parce que ces mêmes gens-là n'avaient aucun intérêt dans les finances du Canada. Ce sont ces gens-là qui, pendant 20 ans, ont amené le Canada presque à la dérive financière, presque en faillite! C'est l'héritage qu'ils ont laissé au Canada.

Malheureusement, il ne me reste que deux minutes de discours, et je voudrais profiter de ces deux minutes pour inviter mes collègues d'en face à considérer sérieusement, et je ne sais pas s'ils peuvent le faire, d'appuyer les mesures qui sont dans ce Budget, parce que ce Budget est le point tournant qui permettra aux Canadiens et aux Canadiennes des générations futures de bénéficier, eux aussi, de programmes et de services gouvernementaux que nous et nos contemporains peuvent avoir aujourd'hui.

Si on risque. . . si on n'accepte pas ces mesures-là, si on ne passe pas ces mesures-là, il ne faut pas être prophète